

# Questions au représentant du HDP

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 3 septembre 2023

*Nous avons eu la chance de pouvoir interroger longuement le représentant pour l'Europe du Parti Démocratique des peuples (HDP). Le HDP est un parti politique turc représenté à la Grande Assemblée nationale de Turquie. Se réclamant du socialisme démocratique et issu du mouvement politique kurde, il a pour ambition de « représenter la société turque dans sa diversité ». Nous le remercions de nous avoir accordé cet entretien.*

**Propos recueillis par Gilles L, militant d'ENSEMBLE! 69 – Le 26 août 2023**

**1 – Merci d'accepter cet entretien. Peux-tu te présenter en deux mots ?**

Bonjour. Je m'appelle Eyyup Doru et je suis le représentant du HDP ([Parti Démocratique des peuples](#)) pour l'Europe. Mon bureau est à Bruxelles.

**2 – Quel tableau peux-tu nous présenter de la situation en Turquie après les élections de mai dernier ?**

Malheureusement nous (le HDP) n'avons pas participé aux élections dans les mêmes conditions démocratiques que les autres partis politiques.

Comme on le sait, tous/toutes nos maires, qui avaient été élu·es avec 90 % des voix dans plusieurs villes du Kurdistan ont été destitué·es. Les co-président·es de notre parti étaient en prison, ainsi que des milliers de nos militant·es et le sont toujours.

Le climat électoral était celui d'un État déclarant le 3e parti politique du pays hors la loi de fait et utilisant ses moyens de répression en Turquie globalement et

particulièrement dans la région du Kurdistan.

Nous avons donc participé aux élections sans aucun accès aux moyens d'informations. Toutes les chaînes de télé nationales étaient en faveur du gouvernement et, de plus, nous étions dans une situation où le pouvoir essayait de rendre notre parti illégal en l'interdisant (ce qu'il essaie toujours de faire).

Nous étions donc face à un choix : ou prendre ce risque de l'interdiction – ce qui nous privait de toute représentation au Parlement – ou bien abandonner le nom de HDP et nous présenter sous un autre nom.

C'est le choix que nous avons fait en nous présentant sous le nom de *Yeşil Sol Parti* (YSP- Parti de la Gauche Verte). Globalement, notre objectif était de défaire ce gouvernement fasciste et militariste.

De ce fait, nous avons soutenu, de façon plutôt inconditionnelle, l'opposition regroupée autour du CHP<sup>1</sup> Parti Républicain Populaire, parti fondé en 1923 par Mustapha Kémal, parti social-démocrate, porteur historique du nationalisme turc. parti social-démocrate, opposition qui elle-même n'était pas vraiment très unie (il y avait même des fascistes qui en faisait partie !).

Cela explique aussi que cette opposition n'a pas été tellement différenciée par les électeurs de l'alliance autour de Erdoğan. Malgré cela, notre base et nos alliés de gauche ont choisi de soutenir quand même Kılışdaroğlu<sup>2</sup>[Kemal Kılışdaroğlu – Candidat de la coalition plurielle Alliance de la nation à l'élection présidentielle de 2023,](#)

Au final, dans la région du Kurdistan, notre peuple a suivi cette consigne avec plus de 70 % des voix, alors que le CHP y atteint habituellement à peine 2 %.

Cela montre que notre peuple, bien qu'il soit totalement opposé à ce parti qui ne se différencie pas tellement du parti au pouvoir, a soutenu notre choix de rendre possible le renvoi de ce régime totalement autoritaire.

Mais globalement en Turquie, avec la fraude électorale, l'alliance autour de Erdoğan et de l'extrême droite l'a emporté, avec très peu d'écart.

De nombreux cas de fraude électorale n'ont pas été pris en compte parce que les procès sont sous le contrôle de Erdoğan, les juges sont sous le contrôle de Erdoğan, la presse est sous le contrôle de Erdoğan, l'administration est sous le contrôle de Erdoğan, la police est sous le contrôle de Erdoğan...

Finalement, ils ont gagné. Mais, on note que Erdoğan qui avait obtenu 42 % des voix aux élections précédentes est tombé à 33 % et que le CHP, malgré son alliance avec des secteurs de la droite, n'a pas dépassé son score précédent.

Par ailleurs nous avons eu aussi une autre difficulté : un parti soutenant notre alliance présidentielle, le TIP<sup>3</sup> Parti Ouvrier de Turquie, fondé en 2017. Il se réclame du communisme. a participé aux élections législatives qui se déroulaient en même temps avec ses propres listes, ce qui fait que beaucoup de gens ont confondu, se sont trompés. Le TIP a donc divisé les voix et pour cela nous avons perdu des députés sur l'ensemble de la Turquie alors que nous en avons gagné au Kurdistan. Finalement, nous avons une soixantaine de députés et nous sommes toujours la troisième force politique en Turquie.

**3 – Peut-on dire que la courte victoire d'Erdoğan s'explique uniquement par la fraude ? Parce qu'on a vu, par exemple, que dans les régions particulièrement touchées par le tremblement de terre il a obtenu beaucoup de voix. Comment l'expliquer ?**

Dans les régions du tremblement de terre, il n'y a eu aucun contrôle. Pour notre parti aussi, plusieurs dirigeants se

sont retrouvés sous les ruines et nous-mêmes n'avons pas pu contrôler le vote dans ces régions.

Et là, ils ont organisé un vote électronique en faisant voter tout le monde. Mais dans ces régions c'est impossible que la participation ait atteint un tel niveau parce que les gens ne pouvaient tout simplement pas se déplacer pour voter !

#### **4 – Elargissons le point de vue : où en est le mouvement kurde en dehors de la Turquie, dans les autres parties du Kurdistan ?**

Le principal parti, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a des branches dans toutes les parties du Kurdistan. Par exemple le mouvement kurde qui est au pouvoir au Kurdistan de Syrie, porte la même idée, les mêmes stratégies politiques et démocratiques que nous dans le nord<sup>4</sup>Le Nord, c'est-à-dire le Bakur, nom kurde du Kurdistan de Turquie..

Au Kurdistan d'Iran aussi le principal mouvement et les mouvements proches sont sur la même ligne.

Dans le Kurdistan d'Irak<sup>5</sup>Kurdistan d'Irak, il s'agit du Kurdistan autonome d'Irak, le GRK (Gouvernement Autonome d'Irak, connu aussi sous le sigle anglais de KRG). par contre, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) est totalement lié à Erdoğan sur le plan économique, politique et régional. Avant-hier<sup>6</sup>Soit le 24 août, l'entretien ayant eu lieu le 26 août., le ministre turc des affaires étrangères – ancien chef des services secrets turcs – a tenu en Irak une réunion avec tous les dirigeants de la famille Barzani : Mesut Barzani, président du Parti PDK, Masrour Barzani qui est le premier ministre et Nechirvan Barzani qui est le Président de la Région.

On voit que c'est toute la famille qui soutient politiquement et économiquement Erdoğan, c'est un défi pour le peuple kurde dans cette région.

En revanche, il y a un autre mouvement qui contrôle l'autre moitié du Kurdistan irakien, c'est l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) qui est hostile à cette politique du PDK.

Mais nous pensons qu'une alliance la plus large possible entre le peuple kurde et tous les peuples qui vivent dans la région est nécessaire contre les régimes de la région qui sont non seulement des ennemis du peuple kurde mais aussi des ennemis de la démocratie et de l'humanité. Et cette stratégie que nous menons s'illustre particulièrement au Rojava.

Au Kurdistan de Turquie, nous avons des alliances larges avec toutes les forces progressistes et démocratiques.

Il y a un mois s'est tenu à Lausanne un congrès important auquel j'ai pu participer.

C'était à l'occasion du centième anniversaire du traité de Lausanne, traité qui niait les droits du peuple kurde et son droit à l'autodétermination, droit qui avait été reconnu trois ans auparavant par le traité de Sèvres. Le traité de Lausanne donnait tous les pouvoirs aux régimes coloniaux de massacrer, diviser le peuple kurde.

Nous avons fait savoir aux Etats signataires que nous ne reconnaissons pas ce traité que nous n'avons pas signé. Et nous avons le projet de regrouper les mouvements politiques kurdes sur cette demande minimale pour la liberté et la démocratie.

L'idéologue et l'auteur de ces thèses qui demandent la mise en place d'un système de Confédéralisme démocratique dans cette région est Abdullah Öcalan qui se trouve toujours en prison. Nous n'avons pas de contacts avec lui depuis des mois.

La Turquie avait entamé des pourparlers avec lui avant 2015 pour trouver une solution politique à la question kurde, négociation appuyée par les Etats européens et même les américains.

Ce processus n'a pas abouti mais nous pensons qu'il n'y a pas d'autres solutions que de trouver une solution politique démocratique et un statut politique pour le peuple kurde dans cette région, ce qui doit passer par une négociation avec le président Öcalan, qui bénéficie d'une sympathie considérable auprès de la population.

Cette idée, nous allons la développer dès les prochains jours par une campagne au niveau européen et mondial. Nous allons continuer cette lutte tant en Turquie que dans toutes les régions du Kurdistan occupées par les États coloniaux, et également dans notre diaspora européenne, et avec tous nos amis du peuple kurde qui affichent leur solidarité.

Nous sommes la troisième force politique du pays et nous mènerons également cette campagne en tant que groupe parlementaire à l'Assemblée nationale de Turquie pour forcer le régime turc à aller dans cette voie.

Nous venons de tenir un Congrès qui a décidé de limiter nos activités car nous sommes menacés d'un procès en interdiction. Ce procès est appelé « procès Kobané » en Turquie, ce qui est paradoxal parce que le HDP s'est solidarisé avec le peuple kurde qui a battu Daesh et l'Etat Islamique à Kobané.

Ce que nous ferons c'est construire le nouveau parti qui a participé aux élections, le YSL (Parti de la gauche verte) qui va tenir son Congrès à la fin du mois de Septembre. Et alors on va se réorganiser et commencer à nous préparer pour les élections régionales et municipales de fin mars 2024.

## **5 – Dernière question : quelle(s) solidarité(s) attendez-vous au niveau international, européen, français ?**

Nous pensons que la lutte que nous menons, lutte pour la démocratie, pour l'amitié entre les peuples de la région, lutte pour la libération des femmes, pour l'écologie et pour un système de Confédéralisme démocratique ne nous appartient pas seulement à nous. C'est une lutte qui appartient à tout le

monde.

Cette région n'a jamais connu la démocratie, ni la Turquie, ni l'Irak, ni l'Iran ni la Syrie. Ce ne sont pas des Etats démocratiques et dans cette région nous avons besoin de démocratie, de la participation des femmes à la vie politique, nous avons besoin d'écologie pour protéger nos écosystèmes, et notamment l'eau qui est un bien collectif de l'humanité.

Pour cette lutte pour la démocratie et la liberté, nous avons besoin de la solidarité d'associations proches amies comme Amitiés Kurdes de Bretagne et Amitiés Kurdes de Lyon et d'autres, et de forces en France comme la Coordination Nationale de Solidarité avec le peuple Kurde.

Nous avons besoin aussi de la solidarité de tous les peuples, des populations comme nous l'avons vu avec la réaction du public lors d'une projection au festival de cinéma de Douarnenez<sup>7</sup>Festival de Douarnenez. Il y fut projeté le film « Dil Leyla » qui entremêle l'histoire de l'ex-maire de la ville kurde de Cizre, Leyla Imrit, maire à 26 ans, et la terrible répression sous laquelle l'armée turque écrasa la volonté d'autonomie de la population. Des centaines de morts dont près de 200 brûlés vifs dans les caves d'immeubles en 2016. Depuis, Leyla Imrit vit en exil en Allemagne où elle représente le HDP..

Le gouvernement turc a détruit des villes kurdes entières avec des chars d'assaut et des bombardements aériens. La Turquie mène à l'intérieur une politique que l'on peut qualifier d'apartheid : les lois qui fonctionnent plus ou moins bien en Turquie ne s'appliquent pas au Kurdistan, le peuple kurde se voit appliquer une réelle politique d'apartheid.

Pour cela, je pense que le monde démocratique, les peuples qui cherchent leur liberté, nous menons tous le même combat : pour la démocratie, pour la participation des femmes à la vie politique, pour une écologie qui protège notre monde, pour

créer un système politique plus juste – que nous appelons Confédéralisme démocratique mais qui pour d'autres peut être un autre système.

Je pense que c'est dans cette lutte que nous avons besoin de toute la force de la solidarité internationale.

